

DOSSIER DE PRESSE

Remise du titre et des insignes de
Docteur Honoris Causa à

Son excellence Evo Morales Ayma
Président de l'Etat plurinational
de Bolivie



REMISE DU TITRE ET DES INSIGNES DE DOCTEUR HONORIS CAUSA Samedi 7 novembre 2015 à 10h Pau – UFR sciences et techniques

En présence de :

- Evo Morales Ayma, président de l'Etat plurinational de la Bolivie,
- Mohamed Amara, président de l'UPPA,
- Jean-Paul Guevara Avila, ambassadeur de l'Etat Plurinational de Bolivie en France.

1. Le titre de Docteur Honoris Causa

Le titre de Docteur Honoris Causa est l'une des plus prestigieuses distinctions décernées par les établissements d'enseignement supérieur français. Il s'agit avec ce titre d'honorer « des personnalités de nationalité étrangères en raison de services éminents rendus aux Sciences, aux Lettres et aux Arts, à la France ou à l'établissement d'enseignement supérieur qui décerne le titre ».

Depuis sa création, l'Université de Pau et des pays de l'Adour attribue le titre de Docteur Honoris Causa à une personnalité scientifique étrangère, dont l'engagement et les œuvres s'inscrivent dans l'esprit de l'Université.

Evo Morales Ayma sera la douzième personnalité à recevoir le titre et les insignes de Docteur Honoris Causa de l'UPPA.

Les Docteur Honoris Causa de l'UPPA :

- Curt WENTRUP, professeur de chimie à l'Université de Queensland (Australie) - 2014
- Marcel POPA, professeur de chimie à l'Université technique Gheorghe Asachi de Iasi (Roumanie) - 2009
- Noémi GIRBAL BLACHA, professeur d'histoire à l'Université de la Plata (Quilmes - Argentine) – 2007
- Bernard PHILOGENE, professeur de biologie à la faculté des sciences à l'Université d'Ottawa (Canada) - 2005
- Mieczyslaw MAKOSZA, professeur de chimie à l'académie des sciences polonaise - Université de Varsovie (Pologne) - 2005
- Elena PONIATOWSKA, écrivaine (Mexique) - 2004
- Mario VARGAS LLOSA, écrivain (Pérou) - 2001
- Francisco Javier HERNANDEZ, professeur de français à l'Université de Valladolid (Espagne) - 1996
- Jesus Ildefonso DIAZ, professeur de mathématiques appliquées à l'Université Complutense de Madrid (Espagne) - 1996
- Jorge MIRANDA, professeur en sciences juridico-politiques à l'Université de Lisbonne (Portugal) - 1996
- Cherif BASSIOUNI, professeur de droit à l'Université Paul à Chicago (Etats-Unis) - 1988



2. Eléments biographiques

Juan Evo Morales Ayma est né à Orinaca, dans le département de Oruro, en 1959.

Il préside aujourd'hui l'Etat Plurinational de Bolivie. Il est le premier président d'origine indienne de la Bolivie.

Il étudie d'abord à Oruro et doit travailler pour se payer des études qu'il ne peut terminer ; il revient dans sa communauté pour y travailler la terre.

En 1980, le phénomène climatique « El Niño » détruit 70% de la production agricole et 50% du cheptel. Ruinée, la famille Morales doit partir pour une région plus clémente : San Francisco dans le Chapare (Cochabamba). Là, il s'engage dans le combat syndical des « cocaleros », les petits paysans producteurs de feuille de coca. En 1985, il devient Secrétaire général de leur syndicat. Au cours de ses mandats de syndicaliste, il connaîtra la prison et la torture. Les paysans producteurs de feuilles de coca et la grande majorité des boliviens considèrent la coca comme partie intégrante de leur monde, de leur vie quotidienne et des cultures ancestrales des Indiens Aymaras. Evo Morales se tourne vers la communauté internationale, notamment l'Europe, pour défendre la « feuille sacrée », ses vertus nutritives et thérapeutiques et expliquer qu'il ne faut pas confondre la coca et la cocaïne. Un combat aujourd'hui gagné : la feuille de coca a été décriminalisée et est reconnue par l'UNESCO comme « patrimoine de l'Humanité ».

En 1997, Evo Morales rejoint le parti « Mouvement vers le socialisme » (MAS) et devient député de Cochabamba, le mieux élu du pays (70% des voix). En 2002, un soulèvement populaire, la « guerre de l'eau », s'oppose à la privatisation de l'eau, considérée comme « bien commun ».

En décembre 2005, Evo Morales est élu président de la république avec 53,74 % des voix. Le 21 janvier 2006, le nouveau président est d'abord intronisé par des cérémonies traditionnelles des peuples indiens des Andes ; il est proclamé « Apu malku » (leader). Le lendemain, il deviendra président constitutionnel de la république par le protocole officiel. Le gouvernement, dès la première année de législature, lance une grande campagne d'alphabétisation en espagnol et dans les langues indigènes. Il déclare le gaz et les hydrocarbures « propriétés d'Etat ». La nouvelle Constitution défend et promeut les langues indigènes, devenues coofficielles ; 36 langues, dont certaines en voie de disparition, sont ainsi préservées. Cette constitution intègre de ce fait la pluri-ethnicité, le multiculturalisme.

Le 6 décembre 2009, Evo Morales est réélu avec 63% des voix. En 2010, suite à l'approbation de la nouvelle constitution, la Bolivie devient « l'Etat pluri-national de Bolivie ». Le président Morales obtient un nouveau mandat aux élections présidentielles d'octobre 2014, avec près de 60% des voix.

3. La politique d'Evo Morales : le « buen vivir » et « l'écosocialisme » au service du pluriculturalisme.

La politique du président Evo Morales s'inscrit dans une démarche continentale équilibrée et prône l'instauration en Bolivie du « buen vivir ». Ce concept ne peut être traduit par le « vivre bien » et doit plutôt être rendu par la « vie bonne », celle qui met en harmonie les différents êtres vivants et la terre (la Pacha Mama), proscrit les inégalités, promeut le partage, le respect de la nature, s'appuie sur la démocratie communautaire, la recherche du consensus.

Le « buen vivir » est un concept plus qualitatif que quantitatif, que l'on pourrait résumer par la formule : plus de liens que de biens. Le "buen vivir" considère qu'un développement incontrôlé pourrait menacer lentement la vie communale et culturelle des communautés indiennes. Souvent associé au « buen vivir », l'écosocialisme place au centre de ses préoccupations l'équilibre écologique et l'équité sociale. Les problèmes environnementaux ne peuvent être dissociés de problèmes sociaux et vice-versa. Ainsi, l'eau doit être un bien commun, générer des énergies "propres" et constituer une priorité autant que les services de base : l'éducation, la santé et le respect de la diversité culturelle, linguistique et ethnique.



La reconnaissance de ces propositions, érigées comme principes éthiques, se traduit par leur inscription dans la constitution de la Bolivie promulguée en 2009. La nouvelle appellation de la Bolivie "Etat Plurinational de Bolivie", prend en compte et promeut l'existence en son sein de nations, de langues et de cultures différentes.

4. L'enseignement supérieur en Bolivie

Le président Evo Morales a donc fait de l'accès à l'éducation et à la santé pour tous un des piliers de sa politique. L'enseignement comme la culture, l'environnement et les ressources énergétiques sont considérés des « biens publics », des « biens communs » dans un pays déclaré libre de l'analphabétisme en 2009, un des grands acquis du gouvernement de Morales.

Un effort budgétaire sans précédent consenti par le gouvernement bolivien a permis de multiplier par trois le budget de l'éducation : 7,6% du PIB (en 2013). Désormais une part importante des revenus de la vente du gaz (nationalisé en 2006) revient à l'enseignement supérieur. Entre 2006 et 2011, le salaire des fonctionnaires de la santé et de l'éducation a été augmenté de 12% net d'inflation alors que ceux du président, des ministres ont été réduits de 30 à 60%. En six ans, les moyens consacrés à l'université ont triplé. Le modèle universitaire bolivien était un héritage de la colonisation espagnole avec de nombreuses universités privées et catholiques. Devenues publiques au moment de l'indépendance du 19ème siècle, elles sont restées élitistes et réservées à une minorité jusqu'à l'avènement d'Evo Morales à la tête du pays, les années 80 ayant d'ailleurs été marquées par un développement important d'universités privées.

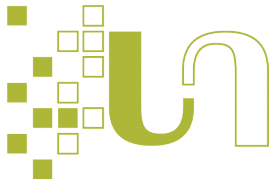
Le pays possède aujourd'hui 16 universités publiques autonomes soutenues par le gouvernement et 41 universités privées. Au cours de ces dernières années, le nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur a été multiplié par quatre. En 2013, le nombre d'inscrits dans les universités publiques s'élevaient à plus de 350 mille étudiants alors que les universités privées accueillaient près de 100 mille étudiants. A titre d'exemple le seul campus de Santa Cruz est passé de 32 000 étudiants en 2001 à 71 000 en 2012, les nouveaux étudiants étant majoritairement issus des classes populaires. Cette ouverture et cet accès à la formation supérieure tiennent à l'octroi de bourses et à la gratuité de l'enseignement public. Au-delà de son large soutien apporté aux universités publiques, sa vision d'un état pluriethnique a conduit Evo Morales à fonder le concept d'université indigène (4 universités indigènes) dont la vocation est de former des cadres de l'administration en langues indigènes, dans un pays où 65 % de la population est justement de cette origine.

Evo Morales a ainsi engagé tous les efforts pour faire de l'enseignement supérieur public un instrument essentiel de l'équité sociale et du développement économique de son pays. Depuis une dizaine d'années, la Bolivie connaît une explosion des besoins de formation du service public d'enseignement supérieur (formation de docteurs, accompagnement pour la mise en place de formations, notamment les formations professionnelles,...). L'Europe est considérée par cette nouvelle Bolivie comme un partenaire incontournable. Le modèle européen d'enseignement supérieur et de recherche (en particulier, le modèle public français) répond à cette demande, à la différence du modèle des Etats-Unis qui s'est imposé dans d'autres pays d'Amérique Latine. Bien que très anciennes, les relations entre la France et la Bolivie restent néanmoins très en deçà des besoins et des possibilités.

5. Les résonances pour l'université de Pau et des Pays de l'Adour.

Ces spécificités, l'étude comparative des processus de coopération, d'aménagement des territoires, d'intégration européenne et latino-américaine, ouvrent pour l'université de Pau et des Pays de l'Adour de nouveaux champs de travail commun, de recherche, de partage du savoir, avec les partenaires boliviens.

L'université de Pau et des Pays de l'Adour, au confluent de langues et de cultures régionales peut trouver là un terrain d'échanges et de confrontations d'expériences, de pratiques, de démarches plurilingues, d'enseignement de langues régionales, de revivification d'un patrimoine en danger.



L'Amérique Latine a toujours été et demeure une fenêtre privilégiée de la politique d'ouverture internationale de l'UPPA. Le champ universitaire bolivien offre de réelles potentialités de coopérations mutuellement fructueuses. L'effort de développement du pays porte sur des secteurs stratégiques, abordés à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, dans lesquels ses compétences, son expertise, sont largement reconnues :

- **Environnement et eau**; problèmes du réchauffement climatique (sommet de Cochabamba) mais aussi pollution (lac Titicaca). Cette dernière problématique, véritable enjeu sociétal en Bolivie, fait déjà l'objet de recherches de la part d'une équipe de recherche de l'UPPA dont certains chercheurs sont en délégation en Bolivie.
- **Hydrocarbures** : principale source de richesses, présentée comme un facteur d'intégration sociale. Le pays possède les deuxièmes plus grandes réserves de gaz d'Amérique latine, et a besoin de la formation d'ingénieurs et de cadres en génie pétrolier, l'une des expertises de l'UPPA. A ce titre, l'entreprise Total fortement implantée à Pau avec son centre de recherche d'envergure internationale, et partenaire principal de l'UPPA, est aussi pleinement engagée en Bolivie.
- **Industrie minière et énergies renouvelables.**

Par ailleurs, la formation professionnelle qui demeure déficiente en Bolivie malgré son très fort enjeu pour le développement du pays, est un domaine où les compétences des différentes composantes de l'UPPA seraient fort appréciées.

6. Le doctorat Honoris Causa de l'UPPA à Evo Morales

La trajectoire singulière du président bolivien, son engagement pour les droits de l'homme et la reconnaissance historique des différentes cultures indigènes, l'éradication de l'analphabétisme et son soutien à un enseignement supérieur public de qualité font d'Evo Morales un des présidents en exercice qui a reçu le plus grand nombre de doctorats honoris causa, soit plus d'une vingtaine, essentiellement d'universités latino-américaines.

L'engagement d'Evo Morales dans la préservation et la promotion des cultures de montagne trouve un écho fort dans les actions menées dans les pays de l'Adour et leur université, l'UPPA.

Evo Morales est déjà venu à l'UPPA à l'occasion du Festival Cultur'America de 2002. En tant que dirigeant syndicaliste paysan, il avait animé avec José Bové, porte-parole de la Confédération paysanne, une soirée témoignage et débat intitulée « La lutte des paysans « cocaleros » de Bolivie » dans le cadre des Cultures « illicites, narcotrafic, sous-développement, néolibéralisme », organisé par Jean Ortiz, président du festival. Cette visite lui a permis de nouer des contacts très fructueux avec nombre de personnalités locales des mondes politique, universitaire, associatif, économique...

Ce sont ces actions et implications de Monsieur Evo Morales qui ont conduit l'UPPA à lui conférer le 7 novembre 2015, le titre de docteur Honoris causa qu'il lui fait l'honneur d'accepter.

7. Contacts presse

Université de Pau et des Pays de l'Adour :

- Mohamed Amara, président de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour
president@univ-pau.fr – Tél : 00 33 (0)5 59 40 70 20
- David Bessières, vice-président délégué relations internationales
david.bessieres@univ-pau.fr – Port : 00 33 (0)6 46 47 63 01



8. A propos de l'UPPA

Pluridisciplinaire et multisite, l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA) est implantée sur 5 campus, à Pau, Bayonne, Anglet, Mont-de-Marsan et Tarbes.

Elle prépare plus de 12 500 étudiants à l'obtention d'une centaine de diplômes.

Licences, licences pro, masters, doctorats et diplômes universitaires, l'UPPA propose un panel de formations pluridisciplinaires (hors santé) en droit, économie, gestion, lettres, langues, sciences humaines, sport, sciences et technologies dans 5 unités de formation et de recherche. Elle intègre également un IAE, deux IUT, deux écoles d'ingénieurs - l'ENSGTI et l'ISABTP- et 2 écoles doctorales, en "sciences et leurs applications" et en "sciences sociales et humanités".

Avec 158 accords bilatéraux Erasmus et 80 accords de coopération interuniversitaires, elle participe à des échanges d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs à l'international et développe tout particulièrement ses collaborations transfrontalières avec l'Espagne.

Forte de 24 unités de recherche en association avec de grands organismes de recherche (CNRS, INRA, Inria,...) et des partenaires institutionnels et industriels, l'UPPA est un acteur majeur du développement économique dans le sud aquitain.

Elle est également membre de la SATT Aquitaine Sciences Transfert et de la Communauté d'Universités et Etablissements d'Aquitaine (CUEA).

Président de l'UPPA : Mohamed AMARA

Site web : <http://www.univ-pau.fr>

CONTACT PRESSE

Université de Pau et des Pays de l'Adour

Direction de la communication

Véronique DUCHANGE

communication@univ-pau.fr

Tél. : 05 59 40 70 30

<http://www.univ-pau.fr>

